



Sécurité Alimentaire au Sahel

La veille documentaire d'Afrique Verte
N°36 – février 2010

Sélection non exhaustive. Les opinions développées n'engagent pas Afrique Verte

Pour un rééquilibrage entre hommes et femmes

Le 25 février 2010, Le Pays (Burkina)

Un atelier pour l'intégration de l'égalité femmes-hommes dans une quinzaine de projets économiques, notamment des projets d'unités de transformation agroalimentaire soutenus par Afrique Verte, dans 6 pays de la sous-région s'est tenu à Ouagadougou du 23 au 26 février 2010. Cela rentre dans le cadre du programme mobilisateur "genre et économie, femmes actrices du développement".

<http://fr.allafrica.com/stories/201002260041.html>

26e Conseil d'administration de l'Office du Niger : Une production de 597 000 tonnes de riz paddy attendue au titre de la campagne 2010-2011

Le 25 février 2010, L'Indépendant (Mali)

La 26ème session du Conseil d'Administration de l'Office du Niger s'est tenue le 24 février dans les locaux de l'Office à Ségou sous la présidence du tout nouveau Président Directeur Général, Kasoum Denon. Pour la campagne 2010/2011, l'Office du Niger projette d'aménager, au moins, 4000 hectares pour une prévision de production estimée à plus de 597 000 de paddy.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=57281&intr=>

NIGER: Le nord sous la pression des difficultés alimentaires du sud

Le 23 février 2010, IRIN news (International - Afrique)

Tous les ans, la région d'Agadez, dans le nord du Niger, accueille des populations des zones agricoles et pastorales du sud du pays venues chercher du travail pendant la période de soudure. Mais cette année en raison de la mauvaise saison des pluies, ces mouvements ont eu lieu plus tôt et en plus grand nombre, un phénomène qui inquiète les responsables locaux dans une région qui souffre elle-même de déficits alimentaires.

<http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=88205>

Sur le même sujet : **Témoignage : Mariama Adao, « On s'entraide... mais c'est dur »**

<http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=88206>

Niger : plus de 7 millions de personnes menacées par la faim

Le 23 février 2010, Centre d'actualités de l'ONU

Plus de 7 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire au Niger, a mis en garde mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une évaluation achevée en décembre dernier a montré que 2,7 millions de personnes souffraient d'une grave insécurité alimentaire et que 5,1 millions d'autres étaient confrontées à une insécurité alimentaire modérée.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=21290&Cr=Niger&Cr1=>

Sur le même sujet : **Polémique autour de la situation alimentaire au Niger : le gouvernement panique**

http://nigerdiaspora.info/index.php?option=com_content&view=article&id=4049:polemique-autour-de-la-situation-alimentaire-au-niger-le-gouvernement-panique&catid=14:politique&Itemid=54

Burkina Faso : Un tremplin pour renforcer la sécurité alimentaire

Le 22 Février 2010, Sidwaya (Burkina)

La foire du fonio de bomborokuy s'est tenue du 11 au 13 février 2010 à bomborokuy sous le thème « la contribution du fonio à la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique ». Qualifié de céréale des terres pauvres, le fonio est bien adapté aux conditions climatiques actuelles marquées par de profonds changements de nature à donner des soucis aux producteurs.

<http://fr.allafrica.com/stories/201002221343.html>

Sur le même sujet : **« Nous voulons faire du fonio, jadis marginalisé, une culture de rente »**

<http://fr.allafrica.com/stories/201002090439.html>

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

L'Afrique sous la menace de 50 000 tonnes des pesticides obsolètes

Le 20 février 2010, Afrique Rédaction (RD Congo)

Les pesticides obsolètes menacent les équilibres environnementaux dans le continent noir. Ainsi, selon un rapport du Programme africain relatif aux stocks de pesticides obsolètes (PASP), la quantité de pesticides obsolètes disséminés à travers l'Afrique est estimée à environ 50 000 tonnes.

<http://www.afriqueredaction.com/article-l-afrique-sous-la-menace-de-50-000-tonnes-des-pesticides-obsolètes-45301919.html>

Politiques agricoles dans les pays du Sahel : Cinquante après les indépendances, la famine persiste toujours

Le 17 février 2010, Nouvel Horizon (Mali)

Pendant que plusieurs Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays d'Afrique se préparent à fêter avec faste les 50 ans de leur accession à la souveraineté nationale et internationale, la famine frappe une couche importante des populations africaines. N'est ce pas là un paradoxe qui étale les insuffisances des politiques agricoles, visiblement coupées des politiques du développement endogène de l'Afrique.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=56862&intr=>

Situation alimentaire 2009/2010 au Mali : le SAP fait le point

Le 16 février 2010, L'Essor (Mali)

Même si les prévisions de récoltes s'annoncent moyennes à bonnes, le maintien, presque au même niveau, des prix des céréales ne manque pas d'inquiéter. La réunion d'expertise du Système d'alerte précoce (SAP) pour l'évaluation définitive de la situation alimentaire 2009/2010 réunit à Bamako a d'emblée posé le problème des prix des céréales qui ne baissent pas avec des niveaux supérieurs à la moyenne de ceux des cinq dernières années.

http://www.primature.gov.ml/index.php?option=com_content&task=view&id=3775&Itemid=1

Burkina Faso : S'aligner sur le leadership de l'Etat

Le 12 février 2010, Sidwaya (Burkina Faso)

La Confédération paysanne du Faso (CPF) et la plate-forme Campagne Justice Economique (CJE) avec l'appui d'Oxfam International, ont procédé à la restitution de deux études intitulées « Etude sur le suivi budgétaire dans le domaine agricole au Burkina Faso » et « Aide à l'agriculture : des promesses aux réalités de terrain réalisées », du 9 au 10 février 2010 à Ouagadougou.

<http://fr.allafrica.com/stories/201002120426.html>

Réforme agraire et foncière : 54 jours pour une relecture

Le 12 février 2010, L'Observateur Paalga (Burkina)

La commission technique interministérielle chargée de la relecture des textes de la réforme agraire et foncière (RAF) a commencé ses travaux et ce, pour 2 mois, le 11 février 2010 à Loumbila. L'ouverture de la session a été présidée par la ministre déléguée chargée du Budget, Marie Thérèse Drabo. Les objectifs : accroître les productions agro-pastorales et la production de logement au moyen des aménagements ; sécuriser les personnes physiques et morales en leur délivrant des titres...

<http://www.lefaso.net/spip.php?article35356>

Politique de gouvernance des recherches agricoles et alimentaire : Les producteurs veulent participer aux étapes de prise de décisions

Le 8 février 2010, L'Indicateur Renouveau (Mali)

En prélude à la phase I tenue les 11 et 16 janvier derniers qui avait pour thème « La transformation des connaissances », la phase II de l'espace citoyen d'interpellation démocratique sur la « Gouvernance de la recherche sur l'agriculture et l'alimentation », qui se déroulait du 1er au 7 février au Centre Niélény de Selingué, vient de connaître son épilogue. Plusieurs constats ont été faits, dont la plupart ont trait à la marginalisation des producteurs et productrices dans les prises de décisions pendant les recherches.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=56434>

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

La famine s'installe à Kidal : Appel à la mobilisation de 1,3 milliard de FCFA

Le 8 février 2010, Maïga l'Aube (Mali)

La sécurité alimentaire dans la région de Kidal est compromise, et de plus en plus inquiétante. Pour parer à une éventuelle catastrophe humanitaire, le gouvernement du Mali a organisé, sous l'égide du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, une réunion d'information à l'endroit des partenaires au développement, le vendredi dernier.

<http://www.temoust.org/la-famine-s-installe-a-kidal-appel,13307>

Pour un rééquilibrage entre hommes et femmes

Le 25 février 2010, Le Pays (Burkina)

Un atelier pour l'intégration de l'égalité femmes-hommes dans une quinzaine de projets économiques, notamment des projets d'unités de transformation agroalimentaire soutenus par Afrique Verte, dans 6 pays de la sous-région s'est tenu à Ouagadougou du 23 au 26 février 2010. Cela rentre dans le cadre du programme mobilisateur "genre et économie, femmes actrices du développement".

<http://fr.allafrica.com/stories/201002260041.html>

Soixante dix membres d'organisations de la société civile du Nord et du Sud sont en concertation à Ouagadougou du 23 au 26 février dans le cadre du programme "Genre et économie, les femmes actrices du développement". Cette rencontre vise à un réel rééquilibrage entre hommes et femmes dans les activités économiques et une amélioration de l'autonomisation des femmes en termes d'accès et de contrôle aux facteurs productifs, de pouvoir de décision sur les activités et dans les instances de gouvernance, de maîtrise des revenus des activités et à l'amélioration de leur bien-être. En effet, il ressort des statistiques que les femmes dans le monde effectuent les deux tiers du nombre d'heures de travail et produisent plus de la moitié des aliments, mais elles ne gagnent que 10% du revenu total, possèdent moins de 2% des terres, reçoivent moins de 5% des prêts bancaires. En Afrique particulièrement, les femmes sont largement impliquées dans l'économie de leur pays et disposent de nombreux savoir-faire. Mais, elles ne sont pas assez reconnues et leurs potentialités sont insuffisamment mises en valeur. Ainsi, les femmes n'ont pas un accès et un contrôle égal des ressources ni le même pouvoir de décision et ne tirent pas la même reconnaissance sociale de leurs activités que les hommes. C'est dans ce sens que le projet oeuvre à un rééquilibrage entre femmes et hommes.

Ce programme concerne une quinzaine de projets économiques dans 2 consortiums que sont le secteur agro-alimentaire et celui de l'artisanat et de l'entrepreneuriat. Il s'intéresse à 6 pays de la sous-région à savoir le Burkina, le Bénin le Niger, le Togo, le Sénégal et le Mali. C'est un atelier organisé par Equilibres et populations et Enda Europe avec la participation d'Adéquations, Aster et Asfodevh avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Marie Lise Semblat, responsable de Aster indique que les objectifs de l'atelier sont entre autres, de renforcer la connaissance entre les acteurs ; faire connaître le programme ; élaborer des différences entre les pays et les activités ; avoir une vision commune sur la perspective du genre dans les activités économiques ; valider et consolider les plans d'actions de chaque projet en veillant à ce que les objectifs et activités visant un rééquilibrage des pouvoirs et des responsabilités des hommes et des femmes soient intégrés. C'est un programme qui ne marginalise pas les hommes, ont souligné Pauline Chabbert du ministère français des Affaires étrangères, Kane Aïchatou Boulama de SAFEM Niger, **Adama Aïssa Coulibaly Tall de Afrique verte du Mali**

26e Conseil d'administration de l'Office du Niger : Une production de 597 000 tonnes de riz paddy attendue au titre de la campagne 2010-2011

Le 25 février 2010, L'Indépendant (Mali)

La 26ème session du Conseil d'Administration de l'Office du Niger s'est tenue le 24 février dans les locaux de l'Office à Ségou sous la présidence du tout nouveau Président Directeur Général, Kassoum Denon. Pour la campagne 2010/2011, l'Office du Niger projette d'aménager, au moins, 4000 hectares pour une prévision de production estimée à plus de 597 000 de paddy.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=57281&intr=>

Les travaux de ce 26ème Conseil d'Administration se sont déroulés en présence des représentants des ministres de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, de l'Economie et des Finances, de l'Environnement, des organisations paysannes et des travailleurs.

En fonction depuis deux mois, le tout nouveau Président Directeur Général a commencé son allocution par la présentation des vœux du nouvel an à ses collaborateurs, avant de confier que la 26ème session du Conseil d'Administration se tient à un moment où l'Office du Niger aborde un tournant décisif dans son évolution, laquelle évolution est marquée, d'une part, par la fin des cinquante premières années d'indépendance de notre pays et, d'autre part, par le début du prochain cinquantenaire.

Kassoum Denon de déclarer : " *Pour une institution, cinquante ans constituent un âge de maturité, autant le nouveau cinquantenaire qui s'annonce doit impérativement marquer l'ouverture d'une nouvelle séquence de réflexions devant nous permettre de contribuer à la recherche de solutions aux nombreux défis auxquels notre Office se doit de relever. Depuis 1932, où le colonisateur nous a légué le barrage de Markala avec ses 45 000 hectares en passant par les différentes réformes de 1980 à la dernière restructuration intervenue en 1994, l'Office du Niger a connu et subi plusieurs changements et de nombreuses mutations sociopolitiques.*

Le PDG de l'Office a invité ses collaborateurs à mettre tout en œuvre et de faire en sorte que le géant de l'agro-industrie de l'Afrique de l'Ouest retrouve ses sensations de production d'antan. Kassoum Denon d'ajouter qu'il s'agira, aujourd'hui, pour les administrateurs de l'Office, à commencer par lui-même, de mûrir et des bases de réflexions pour que les actions de l'Office du Niger puissent gagner en positivité.

Kassoum Denon d'inviter ses collaborateurs à faire en sorte que l'Office puisse entreprendre ses actions en parfaite cohérence.

" *Il nous appartient de jeter de solides bases de réflexions permettant à l'Office d'être en conformité et en cohérence avec les différentes politiques et stratégies nationales en vigueur, notamment, le schéma directeur de développement de la zone Office du Niger soutenu par l'esprit de création du Secrétariat d'Etat, de la Loi d'Orientation Agricole, de la Stratégie Nationale de Développement de l'Irrigation et du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.*

Le Patron de l'Office du Niger a invité ses collaborateurs à focaliser les débats des travaux de cette 26ème session du Conseil d'Administration sur le Plan de Campagne 2010/2011 et aussi sur le Budget y afférent, qui correspondent, a-t-il poursuivi, à la 2ème année du Contrat-Plan 2008/2012 entre l'Etat, l'Office du Niger et les Exploitants Agricoles dont les objectifs visés sont, entre autres, à l'augmentation des superficies aménagées en passant d'un rythme annuel actuel d'environ 1700 hectares à 4000 hectares au moins et de procéder à la réhabilitation complète des casiers existants.

Il s'agira, aussi, de mettre tout en œuvre pour améliorer, de façon significative, la gestion de l'eau avec l'adoption de l'ensemble des itinéraires techniques afin d'accroître les rendements de

production à l'hectare de la riziculture, du maraîchage et de promouvoir les activités d'élevage, de pêche, de protection de l'environnement et de l'artisanat.

Pour Kassoum Denon, il s'agira pour l'ensemble des travailleurs d'œuvrer à l'amélioration et à la sécurisation du foncier afin de rationaliser l'installation des grandes exploitations privées et des petites exploitations familiales.

Kassoum Denon de confier qu'un accent particulier doit être mis sur l'amélioration de la gouvernance de l'Office du Niger. Avant de soutenir que l'atteinte de ces objectifs permettra, à coup sûr, à l'Office du Niger de contribuer à la sécurité alimentaire de notre pays, qui constitue une des composantes essentielles du PDES du Président de la République Amadou Toumani Touré.

Kassoum Denon de confier ceci : " Pour une mise en œuvre efficiente des objectifs sus-cités, nous devons réfléchir sur la base des documents qui nous sont soumis pour ensuite dégager des solutions aux différentes contraintes auxquelles notre Office fait face. Je veux parler des contraintes liées à l'envahissement du réseau hydraulique par les plantes aquatiques, la lenteur dans la mobilisation de la dotation budgétaire de l'Etat, l'insuffisance de l'entretien du réseau tertiaire, le non-respect du calendrier agricole et surtout le sous-équipement des exploitants agricoles ".

Le PDG de l'Office du Niger d'évoquer l'Initiative Riz, qui vient d'entamer sa troisième édition, toujours avec, en perspective, de doter le Mali d'une réelle souveraineté alimentaire. Il laissera entendre que si les forces sont réunies, avec l'engagement et la volonté des uns et des autres, le Mali pourrait, sans nul doute, exporter des céréales. Mais avant cela, il nous appartient, selon Kassoum Denon, d'assurer notre consommation nationale.

Le PDG de l'Office a, ensuite, relevé que l'outil agricole dont notre pays dispose, à savoir l'Office du Niger, demeure un atout majeur dans l'atteinte des objectifs de l'Initiative Riz.

Pour la Campagne 2010/2011, l'Office du Niger, sous la direction de Kassoum Denon, envisage d'aménager, au moins, 4000 hectares pour une production prévisionnelle de 597 000 tonnes de paddy, soit plus de la moitié des prévisions de l'initiative nationale.

Zhao Ahmed BAMBA

NIGER: Le nord sous la pression des difficultés alimentaires du sud

Le 23 février 2010, IRIN news (International - Afrique)

Tous les ans, la région d'Agadez, dans le nord du Niger, accueille des populations des zones agricoles et pastorales du sud du pays venues chercher du travail pendant la période de soudure. Mais cette année en raison de la mauvaise saison des pluies, ces mouvements ont eu lieu plus tôt et en plus grand nombre, un phénomène qui inquiète les responsables locaux dans une région qui souffre elle-même de déficits alimentaires.

<http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=88205>

Lors d'une rencontre le 19 février avec le Sultan d'Agadez, la plus haute autorité traditionnelle de la région, plusieurs chefs coutumiers ont signalé l'arrivée dans leurs quartiers au cours des dernières semaines d'un important flux de populations du sud en quête de travail.

« Ces mouvements saisonniers ont lieu tous les ans pendant la période de soudure et Agadez accueille toujours les populations à bras ouverts », a dit à IRIN Almoumoune Ibrahim, fils du Sultan.

« Mais cette année, à cause des pénuries [alimentaires] dans le sud, les gens sont venus plus tôt et en plus grand nombre », a ajouté Alhadji Guichem Kari, membre d'un comité ad-hoc créé suite aux inondations de septembre dernier.

Outre le nombre, c'est aussi le profil de ces migrants saisonniers qui a changé cette année, ont noté plusieurs responsables locaux. « Normalement, après les récoltes [dans le sud], les hommes laissent les femmes et les enfants avec des réserves et ils viennent travailler ici, par exemple comme main-d'œuvre dans les jardins maraîchers », a dit M. Kari. « Parfois, les femmes viennent aussi pour occuper des emplois de bonnes. Mais cette année, ce sont des familles entières qui sont venues. Certains ont trouvé du travail, d'autres mendient ».

Dans un quartier proche de l'aéroport, des centaines de personnes se sont installées sous des tentes traditionnelles. Mariama Adao, originaire de Matameye, près de la frontière avec le Nigeria, est arrivée là il y a trois mois environ.

« Cette année quand on a vu que les pluies ne tombaient plus, je suis venue très vite... avec six de mes [huit] enfants », a-t-elle dit à IRIN. « D'habitude on fait 20 à 25 sacs [de mil, sorgho, niébé et arachide], mais cette année, on n'en n'a même pas récolté cinq... Il fallait gagner du terrain et venir vite pour trouver de quoi survivre ».

Elle a trouvé un petit emploi de bonne tandis que son fils de 17 ans est employé dans une autre maison. « Je viens tous les ans mais cette année, on est beaucoup plus nombreux que d'habitude. Tout le monde [dans la région de Matameye] a des difficultés », a-t-elle dit. « Pour l'instant, on se débrouille, on s'entraide... mais c'est dur ».

« Les gens qui viennent ne pourront pas mourir de faim parce qu'il y a une vraie solidarité [entre les populations du sud et celles de la région d'Agadez] », a dit à IRIN Hama Dilla Abdoulaye, le maire d'Agadez.

Mais l'inquiétude des responsables locaux est de savoir jusqu'où cette solidarité pourra jouer, les populations d'Agadez étant elles-mêmes confrontées à des difficultés alimentaires cette année, en raison d'un déficit en production agricole et fourragère, qui a déjà fait monter les prix des denrées alimentaires.

La mesure de mil (environ deux kilos), l'aliment de base, qui avait jusqu'à maintenant atteint un maximum de 500 francs CFA (un dollar américain) en période de soudure au cours des années précédentes, se vend actuellement à 600 francs CFA à Agadez, selon des habitants d'Agadez.

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

« Agadez est une petite ville, on sent tout de suite la pression sur les prix alimentaires et les loyers », a dit M. Issouf.

L'Enquête nationale rapide sur la situation alimentaire des ménages, rendue publique en janvier, a classé la région d'Agadez comme l'une des moins vulnérables du pays – 7,1 pour cent des ménages contre 20 pour cent au niveau national -, mais les autorités ont reconnu qu'elles n'avaient pu enquêter que dans trois centres urbains de cette immense région désertique de plus de 660 000 kilomètres carrés, en raison de l'insécurité qui y règne. Les zones rurales, peuplées en majorité de populations pastorales touchées par la sécheresse et les inondations qui ont frappé la région en 2009, n'ont pu être visitées.

Ces inondations exceptionnelles [LINK] que la ville a subies en septembre dernier ont aggravé la vulnérabilité des populations d'Agadez : au-delà des habitations détruites ainsi que des récoltes et têtes de bétail perdus, de nombreux jardins maraîchers ont été ensablés et sont aujourd'hui dans l'incapacité de produire – et donc aussi de fournir du travail à la main d'œuvre du sud.

Mais paradoxalement, ce sont pourtant aussi ces inondations qui ont attiré du monde, a noté M. Abdoulaye, le maire. « Les gens ont entendu qu'il y avait des distributions alimentaires à Agadez alors ils sont venus, ils ne savaient pas que c'était seulement pour les sinistrés des inondations ».

Et sur le même sujet

Témoignage : Mariama Adao, « On s'entraide... mais c'est dur »

<http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=88206>

AGADEV, 23 février 2010 (IRIN) - Mariama Adao, environ 40 ans et mère de huit enfants, fait presque chaque année le long trajet entre Matameye, dans le sud du Niger à la frontière du Nigeria, et Agadez dans le nord, pour trouver de quoi survivre pendant la période de soudure. Mais cette année, les mauvaises récoltes l'ont poussée à partir plus tôt, en emmenant six de ses enfants.

« Mon mari est agriculteur [dans la région de Matameye], on fait pousser du mil, du sorgho, du niébé et de l'arachide. D'habitude on fait 20 à 25 sacs, mais cette année, on n'en n'a même pas récolté cinq. Il n'y a pas eu assez de pluies. On n'a connu qu'une seule année comme celle-ci, c'était [en 2005]. « Quand on a vu que les pluies ne tombaient plus, je suis venue très vite... avec six de mes [huit] enfants. Je ne pouvais pas rester les bras croisés. Il fallait gagner du terrain et venir vite [à Agadez] pour trouver de quoi survivre. Mon mari est vieux, il est resté avec nos deux filles aînées qui sont mariées, elles se débrouillent pour lui apporter à manger.

« Nous avons voyagé pendant [plus de deux jours] dans un camion. Un mois après être arrivés j'ai trouvé un emploi pour faire le ménage dans une maison. Mon fils [âgé de 17 ans] est aussi employé de maison. Mon dernier a deux ans. Les enfants ne vont pas à l'école.

« On vient à Agadez parce que sur les huit régions [du Niger], on a constaté que c'est ici qu'on trouvait le plus de solidarité. C'est aussi ici qu'il y a le plus de vivres. On nous avait dit aussi qu'il y avait des distributions alimentaires, mais jusqu'à maintenant, on n'a rien eu [distributions alimentaires pour les sinistrés des inondations de septembre 2009].

« Je viens tous les ans mais cette année, on est beaucoup plus nombreux que d'habitude. Tout le monde a des difficultés [dans la région de Matameye]. Parmi mes voisins [à Agadez], quelques uns ont pu trouver du travail, les autres mendient.

« Pour l'instant, on se débrouille, on s'entraide. Si quelqu'un n'a rien à manger, on va partager. Il y a des bonnes volontés, mais c'est dur. Je ne repartirai pas avant la prochaine saison des pluies dans le sud [dans plusieurs mois]. Il faut des pluies ».

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

Niger : plus de 7 millions de personnes menacées par la faim

Le 23 février 2010, Centre d'actualités de l'ONU

Plus de 7 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire au Niger, a mis en garde mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une évaluation achevée en décembre dernier a montré que 2,7 millions de personnes souffraient d'une grave insécurité alimentaire et que 5,1 millions d'autres étaient confrontées à une insécurité alimentaire modérée.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=21290&Cr=Niger&Cr1=>

Plus de la moitié de cette population a moins de deux mois de stocks alimentaires disponibles. Ces réserves sont trop insuffisantes pour survivre jusqu'à la prochaine récolte qui n'est pas attendue avant octobre.

Au début de cette année, environ 29.000 cas de malnutrition aigüe ont été recensés. En réponse, les autorités nigériennes ont lancé un programme d'action pour prévenir et traiter les cas de malnutrition des enfants de moins de 5 ans. La malnutrition aigüe touche plus de 12% des enfants de moins de 5 ans au Niger. L'OMS cherche 659.000 dollars pour répondre à cette urgence nutritionnelle.

« Il est impératif d'aider le gouvernement dans ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires pour satisfaire les besoins alimentaires des plus vulnérables », avait déjà alerté le 10 février dernier, la Coordinatrice humanitaire des Nations unies dans ce pays, Khardiata Lo N'Diaye.

Cette situation d'urgence humanitaire survient alors que l'ONU, en partenariat avec la Commission de la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Africaine (UA), tente de trouver une issue à la crise politique qui touche le pays depuis que des militaires insurgés ont renversé le président nigérien, Mamadou Tandja, la semaine dernière.

En 2005, quand le Niger avait été confronté à de sévères pénuries alimentaires en raison de la sécheresse, l'ONU avait lancé une série d'initiatives, dont des appels de fonds, pour éviter une famine qui menaçait 3 millions de personnes et avait déjà tué des milliers d'enfants.

Et sur le même sujet

Polémique autour de la situation alimentaire au Niger : le gouvernement panique

Le 3 février 2010, La Griffes (Niger)

http://nigerdiaspora.info/index.php?option=com_content&view=article&id=4049:polemique-autour-de-la-situation-alimentaire-au-niger-le-gouvernement-panique&catid=14:politique&Itemid=54

Depuis quelques jours, le Niger vit au rythme d'une polémique sur la situation alimentaire. Selon des chiffres d'une enquête menée par les services statistiques et publiés par certains journaux de la place, ce sont plus de 7.800.000 Nigériens qui sont exposés au risque d'une insécurité alimentaire. Mais selon toute vraisemblance, la publication de ces données n'a pas plu au gouvernement qui, à travers les mêmes services statistiques, tente de minimiser le problème. Là où les journaux qui se sont procuré les résultats de l'enquête parlent de plus de 7 millions, les services statistiques qui ont mené cette enquête parlent plutôt d'un peu plus de 2 millions de Nigériens qui seraient en proie à une insécurité alimentaire. Lors d'un point de presse qu'ils ont animé le mercredi 27 janvier dernier, le Secrétaire général de l'Institut National de la Statistique (INS) et le Coordonnateur du Système d'Alerte Précoce (SAP) ont déclaré que selon les résultats de l'enquête menée, ce sont 2.700.000 Nigériens qui sont dans une situation de vulnérabilité. M. Ghalio Ekdé et M. Harouna Hamani ont tout de même reconnu que la production de la campagne agricole 2009 est inférieure à celle de 2008. Et comme si la sortie de ceux techniciens ne l'a pas suffi, le Gouvernement a poursuivi la campagne d'explication avec la rencontre, le vendredi 29 janvier, entre le Premier Ministre Ali Badjo Gamatié et les Partenaires techniques et financiers. Après leur avoir dit et répété que c'est le sens de responsabilité qui a amené le Gouvernement à

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

commander l'enquête, le Premier Ministre Ali Badjo Gamatié a martelé que les chiffres de l'enquête sont tels qu'ils ont été annoncés par les responsables de l'INS et du SAP. Pour les tenants du pouvoir, les données publiées par les médias ne sont rien d'autre qu'un montage visant à vilipender le Niger. On n'est donc pas loin du scénario du 2005 où on a assisté à une polémique stérile entre le pouvoir et les organisations de défense des droits de l'homme et même des ONG nationales et internationales au sujet du qualificatif à donner à la situation alimentaire de l'époque. Pendant que les organisations de défense des droits de l'homme et les ONG internationales parlaient de « famine », le pouvoir, lui, est resté ferme sur le qualificatif de « crise alimentaire ». Pour les tenants du pouvoir de l'époque, dont certains sont encore en place aujourd'hui, on en peut parler de famine que quand des populations entières vident leurs villages ou leurs zones ou quand des personnes meurent de faim. La suite on la connaît : pendant que des longs mois on a assisté à une véritable sémantique entre les tenants du pouvoir et des organisations humanitaires.

A tort ou à raison, le pouvoir a reproché à certaines ONG caritatives de peindre la situation du Niger en noir afin de mobiliser davantage des ressources dont elles détournent une large partie au détriment des populations pour lesquelles elles disaient agir. Certains ONG qui se sont montrées récalcitrantes ont même été invitées à plier leurs bagages pour quitter le Niger. Aujourd'hui encore, l'histoire semble se répéter car, tout comme celui en place en 2005, le Gouvernement actuel ne veut pas aussi qu'on parle de crise alimentaire. Le contexte politique actuel du Niger est sans doute pour quelque chose dans cette panique qui semble s'emparer du Gouvernement depuis le début de la polémique sur la crise alimentaire. Sommé par une bonne partie de la Communauté internationale et l'opposition à revenir à la légalité constitutionnelle, suite au référendum contesté du 4 août dernier, le régime du Président Tandja n'a vraisemblablement pas besoin d'un débat sur un sujet aussi sensible que la crise alimentaire. C'est pour sans doute couper court aux « pêcheurs en eaux troubles » qu'il vient d'injecter les 4 milliards de francs CFA pour l'achat du mil. Quoi qu'il en soit, il y a aujourd'hui des vérités que personne ne peut cacher au Niger.

C'est le cas notamment de la cherté des prix des produits de grande consommation et l'exode massif des ruraux vers les centres urbains. Autant des signes qui annoncent des situations alimentaires difficiles !

Moussa Douka

Burkina Faso : Un tremplin pour renforcer la sécurité alimentaire

Le 22 Février 2010, Sidwaya (Burkina)

La foire du fonio de bomborokuy s'est tenue du 11 au 13 février 2010 à bomborokuy sous le thème « la contribution du fonio à la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique ». Qualifié de céréale des terres pauvres, le fonio est bien adapté aux conditions climatiques actuelles marquées par de profonds changements de nature à donner des soucis aux producteurs.

<http://fr.allafrica.com/stories/201002221343.html>

Après la connaissance du fonio, le rôle de la femme dans la promotion du fonio, le développement des structures de production et de commercialisation, les fils et filles, producteurs et transformatrices de fonio de la localité de bomborokuy ont célébré la 4ème édition de la foire du fonio sous le thème « la contribution du fonio à la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique ».

Qualifié de céréale des terres pauvres, le fonio est bien adapté aux conditions climatiques actuelles marquées par de profonds changements de nature à donner des soucis aux producteurs, toute chose qui justifie le présent thème.

Pour la présente édition, une forte délégation du ministère en charge de l'agriculture conduite par le conseiller technique, Mr Kassim Traoré et la secrétaire générale du ministère du commerce et de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat, madame Amélie Tamboura également à la tête d'une délégation ainsi que la marraine madame Pascaline Tamini, ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale sont venus témoigner leur soutien au producteurs de la localité.

Cette édition marquée par des activités culturelles, sportives et de rencontre d'échange était placée sous la présidence d'honneur du grand chancelier des ordres Burkinabè, le colonel Mamadou Djerma.

La cérémonie officielle ponctuée de nombreuses allocutions a été couronnée par la remise d'une batteuse de fonio aux producteurs (don du ministère de l'agriculture), la remise de prix aux lauréats du concours de meilleurs producteurs de fonio et aux femmes qui se sont distinguées par leur savoir faire dans la présentation de mets à base de fonio. La visite des stands d'exposition de fonio a mis fin à la cérémonie.

En marge de la fête du fonio, l'on a procédé à l'inauguration des installations du réseau d'adduction d'eau potable simplifiée de bomborokuy. D'un coût total de 107 millions de francs CFA, ce réseau d'une longueur de 6,6 km comporte 5 bornes fontaines.

« Ce système d'adduction d'eau est à même de couvrir les besoins en eau des nombreux cabarets du village en saison sèche. La bière de mil ne va donc plus manquer à bomborokuy » a dit le président de l'association pour le développement du département de bomborokuy, Mr souleymane Traoré pour rassurer ses parents.

Daouda Konaté

Interview sur le même sujet :

« Nous voulons faire du fonio, jadis marginalisé, une culture de rente »

Le 9 Février 2010, Sidwaya (Burkina)

<http://fr.allafrica.com/stories/201002090439.html>

Du 11 au 13 février 2010, Bomborokuy dans la Kossi abrite la 4e édition de la foire du fonio. Organisée par l'Association pour le développement du département de Bomborokuy (ADDDB), cette foire vise à faire du fonio une culture de rente. C'est du moins la conviction du président du comité d'organisation, Dominique Traoré, qui s'est confié à Sidwaya.

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

Qu'est-ce que l'Association pour le développement du département de Bomborokuy (ADDB)?

Merci à Sidwaya de nous donner l'opportunité de parler de la foire du fonio qui se tient du 11 au 13 février 2010 à Bomborokuy dans la Kossi.

Créée en 1994 comme association apolitique sans but lucratif, l'ADDB est ouverte à toutes les populations des 16 villages du département et ses actions visent le développement socioéconomique de ces localités. Ainsi, l'ADDB soutient toute action, tout projet ou initiative de développement socioéconomique et culturel au profit du département.

A ce titre, l'Association soutient des CSPS et écoles, elle a participé à la construction d'écoles, la réalisation de forages dont une adduction d'eau potable à Bomborokuy qui sera inaugurée dans le cadre de la 4e édition de la foire du fonio. La promotion du fonio est une autre dimension des activités de l'ADDB.

Qu'est-ce qui justifie la pertinence et la portée du thème de la 4e édition de la foire du fonio de Bomborokuy : « La contribution du fonio à la sécurité alimentaire dans un contexte de changements climatiques » ?

La pluviométrie actuelle connaît beaucoup de variabilités marquée par un glissement, voire une contraction des saisons. Dans ce contexte, il importe pour nous d'entamer la réflexion avec l'ensemble des acteurs (producteurs, techniciens de l'agriculture, chercheurs, etc.) en vue d'avoir l'information nécessaire sur les bonnes pratiques à promouvoir pour s'adapter à cette nouvelle réalité.

Il s'agit de voir avec les producteurs dans quelle mesure il est possible d'adapter les semences améliorées aux caprices pluviométriques actuels et augmenter les rendements. Par ce thème, nous voulons aussi montrer l'apport du fonio dans la sécurité ou souveraineté alimentaire car nous croyons que le fonio burkinabè est un plat aussi bon que le couscous importé. A ce titre, il est prévu une conférence sur l'amélioration des techniques de productions selon les conseils des chercheurs.

A l'issue des débats avec les techniciens de l'INERA, des protocoles de tests seront mis en place avec les producteurs pour valider sur le terrain, les performances des semences améliorées de l'INERA. Ainsi, il nous sera possible d'accroître les rendements du fonio à l'hectare malgré les courtes périodes de pluies et contribuer pleinement à l'autosuffisance alimentaire.

Quelles seront les innovations importantes des manifestations ?

Les activités traditionnelles de la foire sont axées sur le volet culturel, sportif et commercial autour du fonio. A ce chapitre, nous notons un concours d'art culinaire, des animations culturelles assurées par des musiciens locaux, une exposition-vente des produits à base de fonio.

Egalement, il y aura le match de football de la finale de la coupe du fonio. Au chapitre des innovations, notons un match amical entre les équipes de Bomborokuy et Barani ou encore mieux, les Bobo contre les Peulh. Nous attendons aussi à cette foire, deux délégations d'associations-soeurs de Bobo-Dioulasso et du Mali avec lesquelles nous entendons tisser des relations dans la promotion du fonio.

Je crois que le changement le plus important à cette édition reste la caravane départementale qui consiste à rallier à vélo une grande partie des villages du département, un événement qui suscite beaucoup d'enthousiasme et de découverte en perspective. La table est donc mise pour que la fête soit belle pour tous.

Quelles sont les retombées de la promotion du fonio pour le département de Bomborokuy ?

Grâce au fonio, Bomborokuy arrive à se faire connaître sur l'échiquier national. La province de la Kossi produit 75% de la production nationale de fonio. C'est une spéculation jadis considérée comme une culture de soudure, donc marginalisée, que nous voulons ériger en une culture de rente.

Je peux affirmer qu'en cinq ans de travail, la foire du fonio a permis d'augmenter le nombre de producteurs et agrandir les surfaces cultivées. Evidemment, il y a une nette augmentation de la production du fonio et une appréciation des prix de plus en plus intéressantes pour les producteurs.

Le nombre d'acteurs notamment les femmes impliquées dans la commercialisation va sans cesse croissant. Plusieurs témoignages montrent que de plus en plus de femmes substituent le fonio à la préparation du dolo. Lorsque nous apprenons que grâce au fonio, elles parviennent à soutenir leur famille, cela nous réjouit et nous encourage car cela n'existait pas auparavant. La foire est aussi un rendez-vous pour les filles et les fils de Bomborokuy, une occasion de se rencontrer une fois par an et se donner la main pour prendre à coeur le développement local.

Grâce à cette activité, on assiste à la création d'associations, soit pour la production du fonio, soit pour promouvoir sa transformation et commercialisation. Il reste que sans la mécanisation, la transformation reste extrêmement pénible, limitant ainsi leurs capacités réelles de production. Nous remercions à ce sujet le ministère de l'Agriculture qui a offert aux femmes du matériel de transformation à la dernière édition.

Ce sont autant d'acquis que nous pouvons mettre au compte de la foire du fonio. Nous allons continuer à structurer davantage les femmes, les producteurs de fonio en leur donnant des outils d'intensification de la production et de la transformation dans l'objectif de faire de Bomborokuy, un maillon important dans la filière du fonio.

Propos recueillis par S.N. Coulibaly

L'Afrique sous la menace de 50 000 tonnes des pesticides obsolètes

Le 20 février 2010, Afrique Rédaction (RD Congo)

Les pesticides obsolètes menacent les équilibres environnementaux dans le continent noir. Ainsi, selon un rapport du Programme africain relatif aux stocks de pesticides obsolètes (PASP), la quantité de pesticides obsolètes disséminés à travers l'Afrique est estimée à environ 50 000 tonnes.

<http://www.afriqueredaction.com/article-l-afrique-sous-la-menace-de-50-000-tonnes-des-pesticides-obsolètes-45301919.html>

Le PASP qui vient d'organiser une rencontre à Bamako pour trouver une solution permettant d'éliminer définitivement ces produits estime que ces derniers sont dangereusement stockés dans des pays africains depuis plus de quarante ans. Pour le cas précis du Mali, les estimations font état de plus de 1 100 tonnes de pesticides obsolètes et déchets apparentés répertoriés sur 267 sites.

Dans bien de cas, ces produits dangereux se trouvent dans de mauvaises conditions de stockage car parfois abandonnés en plein air ou gardés dans des magasins inadaptés près de zones habitées ou de points d'eau. C'est pour débarrasser l'Afrique de ces menaces sanitaires et environnementales que le PASP a été conçu par des ONG internationales (WWF, Pesticide action network et le CropLife international) avec l'appui de partenaires au développement comme la Banque mondiale et la FAO. La rencontre de Bamako visait à partager l'information sur les progrès enregistrés dans la lutte contre les pesticides obsolètes. Elle a rassemblé des représentants d'ONG, d'organisations intergouvernementales, du secteur privé des pays concernés par la phase I du PASP (Afrique du Sud, Ethiopie, Mali, Maroc, Nigeria, Tanzanie, Tunisie) ainsi que de partenaires au développement.

Le Mali et la Tunisie ont finalisé leur évaluation environnementale et ont démarré le processus de recrutement d'une entreprise d'élimination des pesticides obsolètes. Toutefois, de nombreux observateurs pensent que la mise en place d'instruments juridiques internationaux est également nécessaire pour limiter les effets négatifs des pesticides. Pour rester à Bamako qui abrite le forum sur la sécurité alimentaire en Afrique, il est utile de noter que le Premier ministre du Mali, Modibo Sidibé, s'est déclaré convaincu que l'Afrique peut nourrir ses propres enfants. Pour le chef du gouvernement malien, l'une des conditions à la réalisation de cette ambition est la libération de l'initiative paysanne. "Il faut prendre des initiatives qui peuvent libérer les producteurs, les responsabiliser et de les accompagner pour que l'Afrique puisse libérer sa capacité de se nourrir", a-t-il précisé.

Au cours des débats qui ont suivi cette intervention, plusieurs participants ont estimé que l'avènement de la démocratie, les changements de politiques économiques, la mondialisation de l'économie et les nouvelles technologies de l'information et la biotechnologie constituent des atouts pour la relance de la production agricole en Afrique. Mais, à condition que "l'agriculture devienne une priorité budgétaire pour les Etats et les bailleurs de fonds", souligne M. Diarra, un responsable de la société civile malienne. Pour sa part, Bassary Touré, vice-président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et ancien ministre de l'Economie du Mali, a déploré que, malgré les financements reçus, malgré les ressources humaines formées et déployées et malgré les multiples programmes et projets, "le continent, le Mali particulièrement, doit faire face à un phénomène de paupérisation grandissant".

Cette analyse n'est pas partagée par le Premier ministre Modibo Sidibé qui a relevé que des "milliers peut-être des centaines de millions d'enfants de l'Afrique ont été sauvés de la mort avec l'extension de la couverture vaccinale" et que le Mali a "pu atteindre 86% de taux de scolarisation". Pour lui, l'une des clés pour construire l'avenir réside dans une jeunesse bien éduquée et bien formée en adéquation avec les besoins de développement du pays.

Par BONGOS ROGER

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

Politiques agricoles dans les pays du Sahel : Cinquante après les indépendances, la famine persiste toujours

Le 17 février 2010, Nouvel Horizon (Mali)

Pendant que plusieurs Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays d'Afrique se préparent à fêter avec faste les 50 ans de leur accession à la souveraineté nationale et internationale, la famine frappe une couche importante des populations africaines. N'est ce pas là un paradoxe qui étale les insuffisances des politiques agricoles, visiblement coupées des politiques du développement endogène de l'Afrique.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=56862&intr=>

A en croire un chercheur agro forestier du Mali, les systèmes de production agricole rencontrent aujourd'hui des défis majeurs pour accroître les productivités et les productions agricoles afin de satisfaire les besoins humains croissants. Ces défis surtout immédiats sont davantage prononcés en zones sahéliennes où l'aridité du climat et les phénomènes de désertification influencent sur la sécurité humaine, la paix, les systèmes de résidence, la conservation et l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles.

L'AGRICULTURE SOUS L'ANGLE DE LA SECURITE

Selon notre interlocuteur, en allant du postulat que le Mali ne pourra jamais à l'image d'autres pays sahéliens, se développer en marge des autres pays de la région, un essai de caractérisation de cet ensemble socio-politique, économique s'avère nécessaire.

En effet, dans les régions soudano-sahéliennes de l'Afrique de l'Ouest, la dégradation des ressources naturelles, bases de la production, a atteint un niveau tel que cela affecte désormais la sécurité nationale et la stabilité au plan international. La dégradation de la ressource terre dans cette région, doit dès lors être perçue sous l'angle non pas de la production seulement, mais aussi comme une menace sérieuse à la sécurité.

Selon l'orateur, la zone soudano-sahélienne est cette région du sud du Sahara, allant de la Mauritanie, du Sénégal jusqu'au bord de l'Océan Atlantique et débouchant sur l'Erythrée au bord de l'Océan Indien, l'agriculturable est comprise dans ces zones entre les isolètes 200 mm au Nord et 800 mm au Sud. Les populations de ces zones sont les plus pauvres de la planète.

Dans la plupart des pays de cette région, environ 20 à 35% de la population est mal nourrie. Environ 80% vit en milieu rural et compte sur l'agriculture. Comme source d'emploi, de revenus et de subsistance. A cause des effets conjugués de la croissance démographique, restée importante, de la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles, la production vivrière par habitant a fortement baissé pendant les trois dernières décennies.

A l'analyse des problèmes liés à ce phénomène, le chercheur précisé que les raisons fréquemment évoquées pour ce qui concerne la pauvreté et la dégradation de l'environnement, sont entre autres : les pluies torrentielles et irrégulières, la diminution de la pluviométrie annuelle, la pauvreté des sols et leur faible capacité de reconstruction de la fertilité naturelle, l'érosion des sols et leurs lessivages, la sécheresse récurrente et la faiblesse des rendements agricoles.

Aussi, il évoque d'autres raisons qui sont moins fréquemment cités. Il s'agit du peu d'effort d'activités de recherche sur l'agriculture paysanne de types familial, la monoculture, la détérioration des prix aux producteurs agricoles, la mauvaise utilisation de la main-d'œuvre et la tenure foncière inadéquate, défavorable à l'investissement, les politiques agricoles inappropriées et défavorables aux petits fermiers, l'absence de crédits agricoles souples et enfin l'absence de diversification agricole surtout dans les zones dominées par les cultures de rente.

Les raisons de la pauvreté généralisée de la population et de la dégradation de l'environnement jamais évoquées ont trait aux changements climatiques et leurs effets néfastes tels que les épidémies, les inondations, les sécheresses et les infestations acridiennes.

SITUER LES INSUFFISANCES

Pour lui, au Sahel, l'agriculture familiale emploie environ 70% de la population totale. Pour ces personnes, l'agriculture n'est pas seulement une activité économique, il est aussi une source d'emploi et l'une des raisons d'être. Il y a 15 ans ce secteur contribuait au Produit National Brut (PNB) de ces pays pour environ 45%.

De nos jours, précise-t-il, cette contribution au PNB est en baisse dans de nombreux pays dont le Mali. Dans ces pays, la croissance de la production agricole est en moyenne de 9% par an, or, la croissance démographique est du même ordre créant une situation d'insécurité alimentaire touchant environ 40% de la population.

De ce fait, les 50 ans d'existence de ces pays, plongés dans une crise alimentaire aigue nécessite une réflexion minutieuse pour situer les insuffisances de la politique alimentaire des pays.

Ousmane BERTHE

Situation alimentaire 2009/2010 au Mali : le SAP fait le point

Le 16 février 2010, L'Essor (Mali)

Même si les prévisions de récoltes s'annoncent moyennes à bonnes, le maintien, presque au même niveau, des prix des céréales ne manque pas d'inquiéter. La réunion d'expertise du Système d'alerte précoce (SAP) pour l'évaluation définitive de la situation alimentaire 2009/2010 réunit à Bamako a d'emblée posé le problème des prix des céréales qui ne baissent pas avec des niveaux supérieurs à la moyenne de ceux des cinq dernières années.

http://www.primature.gov.ml/index.php?option=com_content&task=view&id=3775&Itemid=1

La cérémonie d'ouverture de la rencontre était présidée par la Commissaire à la sécurité alimentaire, Mme Lansry Nana Yaya Haïdara. Elle s'est déroulée en présence du coordinateur du SAP, Mary Diallo, entouré de ses collaborateurs et agents de terrain, des représentants des structures partenaires comme l'Observatoire du marché agricole (OMA) et des donateurs du Programme de restructuration du marché céréalier (PRMC).

Le SAP a pour mission de détecter et de prévenir de manière précoce les décideurs de l'apparition de crises alimentaires à un niveau géographique relativement précis. La réunion d'expertise est destinée à examiner les résultats définitifs des différents systèmes de production (agriculture, élevage, pêche, arboriculture, etc.), les ressources monétaires extra-agricoles mobilisables au cours de l'année alimentaire, et l'évolution probable des prix des céréales intégrant aussi bien la conjoncture nationale, sous-régionale qu'internationale.

A l'issue de la rencontre qui va durer 10 jours, les participants détermineront les communes ou parties de commune connaissant ou susceptibles de vivre une crise alimentaire ou nutritionnelle avant les premières récoltes, et les mesures appropriées à mettre en œuvre pour dissiper les crises.

Cette réunion fait suite à une série de rencontres et de concertations permettant au gouvernement de prendre les mesures nécessaires à une gestion correcte de la situation alimentaire conjoncturelle et structurelle. La campagne agricole 2009/2010 a connu un démarrage tardif en général et particulièrement dans les zones pastorales nord-est du pays où la période de soudure a été longue et difficile pour le bétail.

Si dans les principales zones agricoles du pays, l'espoir est revenu dans le monde paysan grâce à la régularité des pluies d'août-septembre et octobre et la disponibilité des intrants, dans les zones pastorales du nord-est, la pluviométrie est restée insuffisante pour les besoins de régénération des pâturages.

Selon les premières prévisions d'octobre 2009, le monde rural attendait des récoltes moyennes à bonnes dans notre pays notamment pour les cultures sèches (mil et sorgho) qui étaient à maturité. Pour le riz, qu'il soit de submersion ou irrigué, les perspectives étaient moyennes à bonnes, voire très bonnes, même si les plants avaient encore besoin de végéter avant leur maturité. Pour la situation pastorale, le SAP a tiré la sonnette d'alarme sur le déficit de biomasse fourragère dans le nord-est du pays.

Les images satellites montraient des déficits importants de biomasse dans ces zones. Quant aux prévisions de récoltes, notre pays enregistre pour la 5^e année consécutive une bonne campagne agricole. La situation pastorale surtout dans le nord-est du pays, constitue aujourd'hui une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics et les partenaires au développement. Les autorités ont acheminé 2000 tonnes de riz et 1000 tonnes d'aliment bétail dans ces zones en détresse pastorale et un programme de déstockage des animaux est en cours de finalisation.

Mme Lansry Nana Yaya Haïdara a invité les participants à examiner avec soin le bilan définitif de la campagne, afin de déceler toutes les localités et/ou populations dont la sécurité alimentaire et

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

nutritionnelle pourrait être en risque en 2010. Le constat qui se dégage est que les prix des céréales n'ont pas baissé de façon significative. Leurs niveaux restent supérieurs à ceux de janvier-février de l'exercice passé et à la moyenne des 5 dernières années.

Si cette situation devrait perdurer, elle sera de nature à fragiliser davantage et précocement le pouvoir d'achat des consommateurs en général et singulièrement ceux qui ont des revenus fixes. « Une telle situation ne met-elle pas en exergue une fois de plus la nécessité d'avoir des stocks de proximité conséquents pour la période de soudure, où les prix risqueront d'être encore plus élevés ? », a plaidé le commissaire à la sécurité alimentaire.

Mme Lansry Nana Yaya Haïdara a invité les participants à concilier les aspects conjoncturels et structurels de la sécurité alimentaire dans les réponses qu'ils vont apporter aux questionnements et de privilégier des propositions de sortie de crise qui s'inscrivent dans la durée. Les conclusions de cette réunion enrichiront les débats de la prochaine réunion du Conseil national de sécurité alimentaire.

Moriba Coulibaly

Burkina Faso : S'aligner sur le leadership de l'Etat

Le 12 février 2010, Sidwaya (Burkina Faso)

La Confédération paysanne du Faso (CPF) et la plate-forme Campagne Justice Economique (CJE) avec l'appui d'Oxfam International, ont procédé à la restitution de deux études intitulées « Etude sur le suivi budgétaire dans le domaine agricole au Burkina Faso » et « Aide à l'agriculture : des promesses aux réalités de terrain réalisées », du 9 au 10 février 2010 à Ouagadougou.

<http://fr.allafrica.com/stories/201002120426.html>

Il ressort de ces études que l'insuffisance de concertation dans l'élaboration et la mise en oeuvre du budget du secteur agricole entre les ministères concernés ne favorise pas une utilisation efficace et efficiente des ressources allouées à l'agriculture. Toute chose qui ne garantit pas l'atteinte des résultats escomptés en termes de production et productivité agricoles. La multiplicité des documents de politiques dans le secteur agricole qui ne favorise pas une cohérence dans les interventions des acteurs, La part moyenne du secteur agricole dans les dotations budgétaires totales sur la période 2005-2009 est à 14,4%.

Cependant, cette part connaît une baisse tendancielle d'année en année qui ne se justifie pas en raison de la priorité que représente ce secteur ; La part du budget de l'Etat au titre des investissements dans le domaine agricole est de 8,1% et n'atteint par conséquent pas les 10% préconisés dans la Déclaration de Maputo.

La société civile est peu associée à l'élaboration des plans d'investissements agricoles et du budget alloué à l'agriculture ; La multiplicité des projets et programmes intervenant directement dans le domaine agricole et le manque de concertation en amont des projets et programmes peuvent conduire à des choix peu coordonnés, tant en ce qui concerne les filières soutenues qu'en ce qui concerne les régions d'intervention.

En effet les ressources humaines du gouvernement sont en outre accaparées par le suivi quotidien des projets, les procédures et le suivi des missions propres à chaque bailleur ;

Si le discours général des partenaires au développement est favorable à la mise en oeuvre de programmes sectoriels, dans la pratique, seuls quelques-uns s'impliquent concrètement dans leur élaboration. Nombre d'entre eux assimilent "programmes sectoriels" à "aide budgétaire" et ne cachent pas leur scepticisme quant à la capacité des États à gérer de tels programmes.

La Confédération paysanne du Faso et la plate-forme CJE demandent par conséquent : A l'Etat burkinabé de :

Faire de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, une véritable priorité budgétaire en consacrant au moins 10% des budgets nationaux à la mise en oeuvre des politiques agricoles et alimentaires et en veillant à une plus grande transparence ; Accroître la part des dépenses d'investissements directs à l'agriculture ;

Renforcer les appuis directs aux petits producteurs ; Veiller à une bonne cohérence des objectifs recherchés dans le domaine agricole en mettant en place une équipe technique de coordination des objectifs assignés au secteur agricole lors de l'élaboration du budget ; Accélérer le processus d'implantation et de mise en oeuvre du budget-programme qui est par définition, un budget axé sur les résultats ;

Assurer un réel leadership dans l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes agricoles et alimentaires sectoriels pour faciliter des interventions cohérentes des partenaires.

2. Aux partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur agricole de : S'aligner sur le leadership de l'Etat et sur les priorités nationales

De respecter l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Transformer les engagements financiers annoncés au niveau international en financements de long terme, prévisibles, afin de renforcer les processus nationaux et régionaux en cours, et de promouvoir un soutien direct aux budgets des pays, associé à un appui technique.

Réforme agraire et foncière : 54 jours pour une relecture

Le 12 février 2010, L'Observateur Paalga (Burkina)

La commission technique interministérielle chargée de la relecture des textes de la réforme agraire et foncière (RAF) a commencé ses travaux et ce, pour 2 mois, le 11 février 2010 à Loumbila. L'ouverture de la session a été présidée par la ministre déléguée chargée du Budget, Marie Thérèse Drabo. Les objectifs : accroître les productions agro-pastorales et la production de logement au moyen des aménagements ; sécuriser les personnes physiques et morales en leur délivrant des titres...

<http://www.lefaso.net/spip.php?article35356>

Elaborée et mise en œuvre à partir de 1984, la réforme agraire et foncière s'est vu assigner comme missions entre autres, de : accroître les productions agro-pastorales et la production de logement au moyen des aménagements ; sécuriser les personnes physiques et morales en leur délivrant des titres. Si en milieu urbain elle a été appliquée avec un certain succès, en milieu rural les résultats se sont avérés mitigés. Pour faire face à cette réalité, deux relectures successives ont été entreprises en 1991 et en 1996 mais la réalité est que les textes sont peu appliqués, particulièrement en milieu rural.

Le Conseil des ministres, en sa séance du 5 février 2008, a commandité une nouvelle relecture pour rompre avec les aménagements ponctuels qui rendaient les textes difficiles à exploiter et pour répondre favorablement aux exigences du projet "Sécurisation foncière" du Millénium challenge account (MCA) qui voulait assurer une base légale à ses opérations sur le terrain. C'est pourquoi la commission technique interministérielle chargée de la relecture des textes de la RAF a été créée pour "faire des propositions d'actualisation et de correction des textes portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso". Ce sont les travaux de cette commission qui ont été lancés le 11 février 2010 à Loumbila dans la province d'Ouhimbira.

Selon le directeur général de l'Aménagement du territoire, Roger Nama, la session durera deux mois (54 jours) et travaillera à la rédaction de l'avant-projet de loi, de l'exposé des motifs et du décret d'application de la loi. Dans son intervention, le coordonnateur national du Millénium challenge account Burkina, Bissiri Sirima, a relevé qu'au titre du projet "Sécurisation foncière" le MCA Burkina s'est engagé à accompagner le gouvernement dans le processus de relecture de la loi portant RAF.

A travers un accord d'entité de mise en œuvre signé le 10 décembre 2009 avec le ministère de l'Economie et des Finances, le MCA s'engage à appuyer la Commission technique interministérielle dans ses travaux au cours des deux mois à venir ; accompagner le gouvernement dans l'organisation d'une série d'ateliers techniques, de conférences et de consultations à différents niveaux pour présenter les résultats des travaux de commission interministérielle ; appuyer l'organisation d'un atelier national de validation des propositions de relecture avant soumission au gouvernement.

La ministre déléguée chargée du Budget, Marie-Thérèse Drabo, dans son allocution d'ouverture a souligné que la relecture de la RAF est porteuse d'un certain nombre d'enjeux : l'équilibre entre les textes de la RAF et ceux sectoriels - l'adoption des textes de la RAF aux textes actuels notamment la décentralisation, les mutations politiques économiques et sociales - la prise en compte des différents textes adoptés dans la période notamment la loi sur le régime foncier rural, le Code de l'urbanisme et de la construction, la politique nationale d'aménagement du territoire - trouver des dispositifs juridiques qui allient efficacité économique, équité sociale et préservation de l'environnement. Au regard de ces enjeux, elle a exprimé sa gratitude au MCA qui accompagne l'Etat dans ce processus

Abdou Karim Sawadogo

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

Politique de gouvernance des recherches agricoles et alimentaire : Les producteurs veulent participer aux étapes de prise de décisions

Le 8 février 2010, L'Indicateur Renouveau (Mali)

En prélude à la phase I tenue les 11 et 16 janvier derniers qui avait pour thème « La transformation des connaissances », la phase II de l'espace citoyen d'interpellation démocratique sur la « Gouvernance de la recherche sur l'agriculture et l'alimentation », qui se déroulait du 1er au 7 février au Centre Niélény de Selingué, vient de connaître son épilogue. Plusieurs constats ont été faits, dont la plupart ont trait à la marginalisation des producteurs et productrices dans les prises de décisions pendant les recherches.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=56434>

Cette rencontre instaure un climat d'échanges entre différents acteurs, notamment les chercheurs, les producteurs et bailleurs de fonds pour la recherche des solutions appropriées pour une gouvernance de la recherche agricole et alimentaire. Elle regroupe des partenaires financiers venus d'Europe, dont le Dr. Michel Pinbert, de l'Institut International de l'Environnement et du Développement (IED) de l'Angleterre, qui avait à ses côtés le représentant du Gouverneur de Sikasso, Ibrahim B. Maïga, le président du Comité de pilotage de la recherche, Souleymane Wattara. Il faut rappeler aussi que la participation de plusieurs producteurs venus de toutes les régions du Mali, a donné un éclat particulier à cette rencontre dont l'objectif était de permettre aux Jury citoyens d'auditionner différents témoins experts sur la question de la gouvernance de la recherche agricole en ayant comme toile de fond le concept de la souveraineté alimentaire.

Pour le président du comité de pilotage, Souleymane Wattara, cette deuxième phase s'est imprégnée des sous-thèmes très importants dont l'organisation, la gouvernance de la recherche agricole au Mali, le métier de chercheur, la recherche participative, le financement de la recherche agricole. Selon lui, les recommandations issues de cette rencontre expriment sans doute des préoccupations du monde paysan, mais l'enseignement majeur relève de l'espoir, de la confiance en soi, de la détermination et de l'engagement, et surtout de la prise de conscience de son rôle économique et social dans un pays qui doit désormais inscrire son destin dans la reconquête de ses propres repères.

Pour le Dr. Michel Pinbert, de l'Institut International de l'Environnement et du Développement, ils ont vécu une semaine remarquable et unique dans le monde paysan au Mali et en Afrique de l'Ouest. Selon lui, les paysans venus de toutes les régions du Mali ont montré une réelle compétence citoyenne, une capacité remarquable de comprendre, d'analyser les questions complexes, de critiquer, et surtout de proposer des conditions. Poursuivant, il dira que cet espace sera clos, mais que le processus de délibération citoyenne sur la recherche va continuer.

Les sept jours de concertation entre les acteurs ont permis aux producteurs de faire valoir leur préoccupation, notamment la constitution des groupes de travail entre autres des exploitants agroforestière ; de transformateurs, formatrices (agriculteurs, éleveurs, etc.). A la suite des résultats de ces groupes de travail, plusieurs constats ont été soulignés. S'agissant du financement de la recherche agricole, le constat démontre une insuffisance du financement que le gouvernement consacre à ce domaine, et que la majeure partie du financement de la recherche provient de l'extérieur ; c'est pourquoi, elle est orientée vers les besoins des bailleurs. Du côté de l'organisation de la recherche, les bailleurs et les chercheurs définissent ensemble les objets de recherche, dénoncent le faible taux d'implication des femmes dans les commissions de recherche et de prise de recherche, regrettent que les centres de recherche ne couvrent l'ensemble du territoire.

Dans les pratiques de la recherche, il a été relevé entre autres que : les producteurs ne sont pas suffisamment impliqués et informés sur les étapes de la recherche, les chercheurs travaillent avec peu de producteurs, les résultats de la recherche sont exprimés dans un langage que la majorité des producteurs ne comprennent pas.

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

Enfin, il s'est avéré que les résultats de la recherche sont émis au nom des seuls chercheurs sans tenir compte des paysans, que le plan stratégique de la recherche est élaboré sans les paysans, que le chercheur est entre le marteau et l'enclume (producteurs, chefs).

Dans son discours de clôture, le représentant du Gouverneur de Sikasso, Ibrahim B Maïga, a expliqué que la loi d'orientation agricole et la charte pastorale, élaborées par le gouvernement du Mali dans le but de lutter contre l'insécurité alimentaire, pourront satisfaire les différentes recommandations adoptées par les producteurs.

Oumar Camara

La famine s'installe à Kidal : Appel à la mobilisation de 1,3 milliard de FCFA

Le 8 février 2010, Maïga l'Aube (Mali)

La sécurité alimentaire dans la région de Kidal est compromise, et de plus en plus inquiétante. Pour parer à une éventuelle catastrophe humanitaire, le gouvernement du Mali a organisé, sous l'égide du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, une réunion d'information à l'endroit des partenaires au développement, le vendredi dernier.

<http://www.temoust.org/la-famine-s-installe-a-kidal-appel,13307>

Les 11 communes de la région de Kidal sont confrontées aujourd'hui à un déficit alimentaire qui inquiète au plus haut niveau les autorités nationales. Depuis octobre 2009, la situation alimentaire dans cette région désertique ne cesse de se dégrader.

C'est le constat de deux missions dans la région dont l'une était dirigée par le ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales, Kafougouna Koné ; et l'autre par la commissaire à la sécurité alimentaire, Mme Lansry Nana Yaya Haïdara. Les deux personnalités se sont jointes au ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale pour donner aux partenaires techniques et financiers une vue d'ensemble sur la situation alimentaire dans la région de Kidal.

Selon les résultats d'évaluation du Système d'alerte précoce sur la situation alimentaire, la campagne 2009-2010 est déficitaire dans les 11 communes de la région de Kidal, qui sont ainsi devenues des zones à risque alimentaire.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement du Mali a initié un certain nombre d'actions pour, entre autres, améliorer la disponibilité en céréales, à travers des ventes d'intervention de l'OPAM dans les zones déficitaires ; intensifier des activités d'appui à la nutrition ; mettre en place 4 000 tonnes d'aliment bétail, qui serviront à l'ensemble de la zone pastorale du nord.

A travers cette réunion, le gouvernement a sollicité l'appui des partenaires pour mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de ces multiples actions.

Le déficit alimentaire n'a épargné aucune localité de la région de Kidal, qui fait les frais non seulement d'une mauvaise pluviométrie, mais aussi subi de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique. Il n'y a pas assez d'eau ni pour les populations, ni pour les animaux, qui ont du mal à s'abreuver au quotidien. Trouver de la nourriture pour les animaux relève de la croix et de la bannière.

C'est un véritable tableau noir que la commissaire à la sécurité alimentaire a présenté aux participants à la réunion. Le ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales, Kafougouna Koné, quant à lui, a affirmé que sa mission a été fortement interpellée par les autorités politiques et administratives régionales et la société civile de Kidal sur les inquiétudes alimentaires.

Ces inquiétudes, précisent le ministre Koné, ont été confirmées par le consulat du Mali à Tamanrasset par rapport au mouvement des populations, qui tentent de fuir la famine et la sécheresse.

Probablement, c'est la famine qui s'installe peu à peu dans cette région confrontée à une insécurité résiduelle, qui a fait presque fuir toutes les ONG, qui opèrent dans la localité. Le gouvernement du Mali, qui a été saisi depuis octobre 2009, a tenté de répondre par la solidarité nationale.

Mais devant l'ampleur et la gravité de la situation, il a dû se rendre à l'évidence.

Les 11 communes de la région de Kidal ont un besoin de 2 440 tonnes de riz, 1 000 tonnes d'aliment bétail et 50 puits pour un coût total de 1 333 234 500 FCFA. Un besoin que le gouvernement ne pourrait satisfaire dans l'immédiat, alors qu'il y a urgence.

Malgré les contraintes budgétaires, reconnaît le ministre délégué au budget, Lassine Bouaré, le gouvernement a acheté les 1 000 tonnes d'aliment bétail et a assuré son transport. « Nous avons

Afrique Verte

12-20, rue Voltaire - 93100 Montreuil - Tél. : 01.42.87.06.67 - Fax. : 01.48.58.88.13

Email : afriqueverte@wanadoo.fr - site web : www.afriqueverte.org

tenu compte des priorités dans l'urgence... », explique le ministre Bouaré, qui a demandé aux partenaires d'aider le Mali face à cette situation d'une extrême urgence.

Après l'exposé de la partie gouvernementale, certains partenaires ont réagi en mettant à la disposition du Mali des fonds. D'autres se sont contentés de rappeler leurs anciens engagements.

D'où la nécessité de coordonner toutes ces actions afin de répondre aux besoins des populations, a souhaité la commissaire à la sécurité alimentaire, Lansry Nana Yaya Haïdara.

En outre, il se trouve que Kidal n'est pas la seule région en difficulté alimentaire. Vingt six autres communes des régions de Gao, Tombouctou et Kayes présentent les mêmes caractéristiques que les 11 communes de Kidal. Mais le gouvernement veut résoudre au plus vite la crise alimentaire à Kidal et éviter que la famine s'installe dans la durée.